





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX
EN PROVENCE N° DL.2016-175**

Séance publique du

2 mai 2016

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI
Maire d'Aix-en-Provence Président de la
Communauté du Pays d'Aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20160502- lmc187669-DE-1-1
Date de signature : 03/05/2016
Date de réception : mardi 3 mai 2016
<div><p>Préfecture des Bouches-du-Rhône</p></div> <div><p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</p></div> <div><p>Ville d'Aix-en-Provence Maire</p></div>

**OBJET : ATELIER DE L'ENVIRONNEMENT D'AIX EN PROVENCE ET DU PAYS D'AIX - CENTRE
PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT - CONVENTION D'OBJECTIFS 2016.
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2016**

Le 2 mai 2016 à 15h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 26/04/2016, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

Monsieur Ravi ANDRE, Madame Dominique AUGÉY, Madame Abbassia BACHI, Monsieur Edouard BALDO, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Raoul BOYER, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Noëlle CICCOLINI-JOUFFRET, Monsieur Gérard DELOCHE, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO, Monsieur Sylvain DIJON, Madame Michele EINAUDI, Monsieur Alexandre GALLESE, Monsieur Jean-Christophe GROSSI, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Souad HAMMAL, Madame Sophie JOISSAINS, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Madame Gaëlle LENFANT, Monsieur Claude MAINA, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Christian ROLANDO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Madame Josyane SOLARI, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Monsieur Moussa BENKACI à Madame Odile BONTHOUX, Madame Christine BERNARD à Madame Charlotte BENON, Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Jacques BOUDON à Monsieur Francis TAULAN, Monsieur Jean-Pierre BOUVET à Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Charlotte DE BUSSCHERE à Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Philippe DE SAINTDO à Madame Irène MALAUZAT, Monsieur Laurent DILLINGER à Madame Sylvaine DI CARO, Monsieur Gilles DONATINI à Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Muriel HERNANDEZ à Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Coralie JAUSSAUD à Monsieur Ravi ANDRE, Madame Liliane PIERRON à Madame Danièle BRUNET.

Excusés sans pouvoir :

Monsieur Jacques AGOPIAN, Madame Catherine ROUVIER.
Secrétaire : Sylvain DIJON

Monsieur Jules SUSINI donne lecture du rapport ci-joint.



Direction Générale des Services
Techniques
D.A.S.T Environnement Urbain et
Hydraulique

RAPPORT POUR
LE **CONSEIL MUNICIPAL**
DU 2 MAI 2016

Nomenclature : 8.8
Environnement

RAPPORTEUR : Monsieur Jules SUSINI

Politique Publique : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

OBJET : ATELIER DE L'ENVIRONNEMENT D'AIX EN PROVENCE ET DU PAYS D'AIX - CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT - CONVENTION D'OBJECTIFS 2016. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2016 - Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

L'Atelier de l'Environnement d'Aix-en-Provence et du pays d'Aix – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) – est une structure associative regroupant 60 associations, qui coordonne et réalise des projets dans le domaine de l'environnement et du développement durable, et reçoit l'appui de diverses collectivités.

Les objectifs de l'association sont contractualisés dans le cadre de conventions pluriannuelles fixant les orientations générales et de conventions annuelles d'application.

La convention 2016, qui complète et précise la convention pluriannuelle 2014-2016, a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la commune d'Aix-en-Provence des actions et projets de l'association à l'initiative de cette dernière et présentant un intérêt public local.

Il est rappelé par ailleurs qu'une avance sur subvention 2016 d'un montant de 24 000 € a été attribuée lors du Conseil Municipal du 29 mars 2016 dans le cadre d'un avenant de la convention pluriannuelle 2014-2016.

Comme les années précédentes, il est proposé de verser au CPIE une subvention de fonctionnement au titre de 2016 de 60 000 (soixante mille) euros.

Cette proposition a été validée en date du 15 mars 2016.

Compte tenu de ces éléments, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** la convention annuelle 2016 établie entre la Ville et l'Atelier de l'Environnement d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix - Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) - convention jointe au présent rapport,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à l'Environnement et au Développement Durable à signer cette convention,
- **ATTRIBUER** à l'Atelier de l'Environnement d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix - Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) - la subvention prévue au titre de l'année 2016, d'un montant de 60 000 € (soixante mille) euros, dont 24 000 € ont déjà été attribués dans le cadre d'une avance sur subvention,
- **DIRE** que cette dépense sera imputée sur le budget 2016, chapitre 92832 6574 1656 dont les disponibilités sont suffisantes.

DL.2016-175 - ATELIER DE L'ENVIRONNEMENT D'AIX EN PROVENCE ET DU PAYS D'AIX
- CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT - CONVENTION
D'OBJECTIFS 2016. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2016 -

Présents et représentés	: 53
Présents	: 41
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 53
Pour	: 53
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint délégué,
Reine MERGER



(articles L2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)

CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2016

entre

LA VILLE d'AIX EN PROVENCE

et

L'ASSOCIATION :

**« ATELIER DE L'ENVIRONNEMENT D'AIX-EN-PROVENCE ET DU PAYS D'AIX »
CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT**

EN APPLICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2014-2016 – DCM 2013-724 du 17.12.2013

Il est établi une convention d'objectifs entre :

La Commune d'Aix-en-Provence,

ci-après désignée « la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'Adjoint Délégué
M. Jules SUSINI, agissant en vertu de la délibération numéro du Conseil municipal du
d'une part,

et

L'Association « Atelier de l'Environnement d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement » (n° association 39704) dont le siège social est sis Domaine du Grand Saint-Jean, 4855 Chemin du Grand Saint-Jean, 13 540 PUYRICARD, N° Siret : 41486718400023

ci-après désignée « l'Association », représentée par : M. Hervé DOMENACH, Président de l'Association, dûment habilité par décision du Conseil d'Administration du 20 Juin 2013

d'autre part.

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'Association , conforme à son objet statutaire ;
Considérant les objectifs généraux de la politique publique « Protection de l'Environnement et Développement Durable », dans laquelle s'inscrit la présente convention ;
Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'Association participe de cette politique qui présente un intérêt public local ;
Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie,

Considérant la convention pluriannuelle 2014-2016 adoptée par DCM 2013-724 du 17.12.2013,

Il a été convenu ce qui suit :

Article I - OBJET de la CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social dont le contenu est précisé ci-dessous et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'Association à l'initiative de cette dernière, ci- après définis et conformes à son objet social, lesquels présentent un intérêt public local.

Article II – MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet social *« de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix. Elle a pour mission permanente de favoriser la promotion d'actions sociales, éducatives ou culturelles et de coordonner, par une étude en commun des problèmes, les actions des différents intervenants dans les domaines précités. Les secteurs concernés sont les suivants :*

- protection de l'environnement, notamment des sites sensibles et boisés, ainsi que du patrimoine historique et urbain ;*
- participation à la définition des politiques d'aménagement, d'urbanisme et des transports sur le territoire du Pays d'Aix ;*
- lutte contre les nuisances, notamment pollution de l'eau, de l'air et des déchets ;*
- éducation à l'environnement, information et sensibilisation du public. »*

Conformément à son objet social, l'Association met en œuvre différents projets sur notre commune. Par la présente convention, elle s'engage à réaliser en 2016 les objectifs suivants :

II-1- Les activités au Grand Saint-Jean

Le CPIE anime et coordonne un réseau d'acteurs sur le développement durable sur le site du Grand saint Jean. A ce titre, l'Association pourra accompagner les structures qui souhaitent se réunir sur place ou organisent des manifestations en extérieur sur le site, en apportant notamment une aide logistique (conseils, mise à disposition de matériel, prêt de salles à titre gratuit...)

Le CPIE du Pays organise et anime des ateliers pédagogiques à destination de différents publics (scolaires, centres de loisirs, adultes...).

En 2016:

– L'association prévoit d'animer des « Stages Nature » d'une semaine pour des groupes de 15 à 20 enfants. Ces stages permettent d'organiser des séances d'animations ludiques, pratiques et interactives, en favorisant la mise en place de projets pédagogiques complets. Chaque stage aborde une thématique autour de la forêt, de la biodiversité, de l'eau ou du jardin, tout en intégrant les problématiques de société actuelles, telles que les déchets, l'énergie, le changement climatique, les déplacements, les éco-gestes au quotidien...

Des contacts sont pris avec les centres sociaux et de loisirs de la commune pour développer le dispositif.

– Dans le cadre de ces activités « jardin », le CPIE du Pays d'Aix a mis en place au grand Saint Jean un jardin et une mare pédagogiques dont il assure l'entretien tout au long de l'année. Ils servent de support à la mise en œuvre d'animations sur les thématiques du jardinage écologique, du compostage ou de la biodiversité, à destination du grand public, dont le public aixois. Par ailleurs, depuis de nombreuses années, l'Association accompagne l'organisation et la mise en œuvre des *chantiers d'insertion « espaces verts »* sur le Grand Saint Jean (repérage des tâches à effectuer, suivi et vérification des travaux...). L'Association propose de poursuivre, en 2016, cet accompagnement facilité par sa présence quotidienne sur le site

– Enfin, comme depuis de nombreuses années, l'association prévoit d'organiser l'accueil de divers publics au Domaine du Grand Saint Jean dans le cadre des Journées du Patrimoine 2016 (visites guidées du domaine, ateliers « nature et patrimoine » pour les enfants, navette depuis Aix...).

II-2- Sensibilisation, information du public, accompagnement de projets et concertation

L'Association travaille en relation avec son réseau (associations adhérentes et éventuellement non adhérentes), ainsi que les structures sociales et éducatives de la Ville, pour développer des actions d'information, de formation et de médiation sur les thématiques de l'environnement et du développement durable.

L'Association se propose notamment, au-delà de son action auprès des enfants, d'élargir son champ d'actions à d'autres publics et à faire appel à d'autres catégories sociales (jeunes, adultes, personnes en difficulté sociale...), et à des structures qui assurent des missions en matière de développement durable (centres sociaux, chantiers jeunes, chantiers de réinsertion,...), dépassant ainsi le strict champ de l'environnement. En particulier :

- Elle aide et accompagne, dans le cadre scolaire, les classes des écoles primaires, des collèges et des lycées de la commune qui souhaitent organiser des actions d'éducation à l'environnement, aux comportements écoresponsables et au développement durable, notamment sur la transition énergétique et l'écomobilité. L'association développe notamment le dispositif « Jeunes Face au Changement Climatique » dans les collèges et lycées.
- Elle organisera des actions d'information (ateliers, visites de sites, conférences...) et de formation à destination des publics adultes sur les thématiques du développement durable (économies d'eau, prévention des déchets, pollution de l'air, climat, transition énergétique et maîtrise de l'énergie, milieux naturels, paysages, ...).

Dans ce cadre, pourront notamment être menées :

- > des actions de mobilisation et d'information sur les *observatoires participatifs de la biodiversité*, en lien avec le Muséum d'Histoire Naturelle de la Ville d'Aix-en-Provence;
- > des actions de sensibilisation sur les modalités d'application de la *trame verte et bleue* (TVB), en lien avec les services municipaux concernés.

Objectif pour 2016 : 15 interventions d'une journée ou une demi-journée

D'autre part, l'Association prévoit de participer aux événements se déroulant sur le territoire de la Commune en matière de développement durable et d'environnement. Elle mettra à disposition les moyens logistiques et organisationnels dont elle dispose pour la réussite de ces opérations.

> A titre d'exemple, l'Association participe à la Fête de la Nature 2016, aux journées du Patrimoine 2016 (visites guidées du domaine, ateliers « nature et patrimoine » pour les enfants, navette depuis Aix...)-la semaine du développement durable (début juin 2016), la semaine européenne de la mobilité (mi-septembre 2016) ainsi qu'au Salon annuel des Associations du Pays d'Aix (Assogora).

Plus généralement, elle pourra accompagner, sous diverses formes (conseil, aide technique, coordination, animation...), toutes les structures souhaitant mener à bien des projets dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Le CPIE du Pays d'Aix travaille notamment sur un nouveau dispositif « Centre Ecohérent » cofinancé par la Région et qui propose un accompagnement méthodologique des Accueils Collectifs de Mineurs pour intégrer des actions de développement durable dans leur fonctionnement.

Enfin, l'Association pourra être amenée à participer aux commissions et concertations organisées par la Ville, soit dans un cadre volontaire, soit dans le cadre réglementaire d'exercice de ses missions et s'emploiera à informer ses adhérents et à organiser des échanges (veille, conception et diffusion de newsletter) à ce sujet, à faire des propositions et à apporter son avis (et celui de ses adhérents) sur les différents projets (participation aux réunions de concertation, rédaction et présentation d'avis argumentés).

II-3- Espace Info Energie (EIE)

En 2016, le CPIE du Pays d'Aix regroupe en son sein les activités de l'association Ecopolenergie pour créer ensemble la Maison de l'Energie, du Climat et de l'Habitat (MECH) du Pays d'Aix.

Les deux Espaces Infos Energie (EIE) des deux associations se regroupent donc pour améliorer le service rendu à leurs publics.

Pour cette mission, elle dispose d'un local ouvert au public, situé au 295 avenue Mozart à Aix-en-Provence.

Par l'intermédiaire de l'Espace Info Energie, l'Association apportera son concours aux particuliers habitants de la commune qui souhaitent obtenir des informations et des conseils sur cette thématique. Elle apportera également son concours aux organismes publics, para-publics ou privés qui souhaitent bénéficier de son réseau de compétences (interventions sous forme de conférences, stands, ateliers écogestes), en particulier lorsque ceux-ci sont engagés dans des démarches de type Agenda 21 ou Plans Climats Air Energie Territoriaux ou dans une politique volontariste en matière de développement durable.

Plus généralement, les missions visées à l'article II-2 pourront être effectuées par l'intermédiaire de l'EIE, dès lors qu'elles concernent spécifiquement la problématique énergie.

II-4- Développement des jardins partagés

L'Association contribue, depuis sa création, au développement de jardins partagés et

familiaux. Les jardins urbains, qu'ils soient partagé, familiaux..., ont un vrai rôle à la fois social, économique et environnemental pour les habitants. Générateur de liens, de santé alimentaire et de préservation de la biodiversité, leur développement ne peut être que bénéfique.

Par ailleurs, elle se propose de contribuer à une sensibilisation des jardiniers, afin de contribuer à la limitation de l'utilisation de produits phytosanitaires par les particuliers, et à la diffusion des bonnes pratiques conformément au plan Ecophyto.

En 2016, elle prévoit :

- d'organiser des ateliers/formations/visites/échanges de pratiques sur le jardinage écologique à destination des jardiniers amateurs et des novices ;

Objectif pour 2016 : 3 à 4 ateliers

- d'accompagner, sur la commune, les porteurs de projets dans leurs démarches (méthodologique, administratives, techniques, financières, organisationnelles, animations...) pour permettre l'émergence de nouveaux jardins partagés urbains ou de développement social.

Objectif pour 2016 : 3 projets accompagnés

- D'assurer le suivi et l'accompagnement de l'Association des Jardins de la Petite Thumine, dont le CPIE est membre de droit.

- De constituer et d'animer un réseau local des structures porteuses de jardins partagés urbains ou de développement social et/ou de particuliers.

II-5- Contribution à la mise en œuvre d'une politique « climatique » sur le territoire aixois

Le CPIE propose d'inscrire, à l'échelle du territoire aixois, son programme d'actions, dans une dynamique de modération des émissions de Gaz à Effet de Serre et de participation à l'effort local en matière de changements des comportements visant à réduire les impacts climatiques des activités et services locaux et ce, dans un souci d'exemplarité des organismes publics et para-publics notamment. Elle travaille en particulier sur les efforts à conduire en matière d'économies d'énergie et ceux en matière de mobilité durable et alternatives de déplacements.

Actions en faveur de la mobilité durable :

- Organisation et animations de formations et d'ateliers à destination des adultes pour favoriser la pratique des modes actifs en milieu urbain. Les ateliers seront organisés dans le cadre de manifestations (semaine de la mobilité, semaine du développement durable...) ou viendront en appui aux démarches volontaires visant à favoriser les modes de déplacements alternatifs aux véhicules individuels (Plans de Déplacements Administration de la ville notamment)

Objectif pour 2016 : participation ou organisation de 3 ateliers

- Assistance méthodologique dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des « Plans de Déplacement Etablissements Scolaires » dans les écoles primaires du territoire aixois

(PDES) notamment en apportant des outils pédagogiques, des outils de communication et de retours d'expériences sur des démarches similaires.

En 2016, une action ciblée d'un PDES sur un site pilote sera menée, afin de définir une méthodologie reproductible sur l'ensemble du territoire aixois et amorcer des partenariats et partages d'expériences.

Actions en faveur des économies d'énergie :

- Il est proposé de conduire en 2016 un travail de définition des périmètres possibles d'intervention du CPIE (via l'EIE et la future ALEC Agence Locale de l'Energie et du Climat MECH) et des structures publiques et para-publiques locales sur les problématiques de précarité et de rénovation énergétique (obligations réglementaires, identifications des acteurs et intervenants potentiels, des dispositifs existants et des actions à mener auprès de locataires et/ou bailleurs, incluant des opérations de sensibilisation des locataires concernés par des opérations de rénovation énergétique) sur le territoire de la commune d'Aix. L'objectif est d'identifier les synergies et complémentarités entre acteurs afin de produire des dispositifs, simples et efficaces pour les publics visés, dans un contexte d'évolutions réglementaires accéléré.

Outre les actions classiques de sensibilisation du public, des actions de formation-sensibilisation sur le thème de l'énergie et de la mobilité, à titre gratuit, à destination de professionnels sont prévues:

Peuvent être concernés les économes de flux, les techniciens des différents services gestionnaires de flux (énergie, chauffage, climatisation...), les services de la commune pilotes du Plan Climat Energie Territorial de la ville notamment.

Un public cible particulier pourrait être les jeunes en services civiques recrutés sur le territoire aixois afin de former des ambassadeurs de l'écomobilité ou des ambassadeurs des économies d'énergie à déployer sur le territoire aixois. La définition de telles missions et de la formation nécessaire associée est à conduire en 2016.

Pour démultiplier l'information, des supports existants peuvent être adaptés à chaque situation.

Thématiques prioritaires pour les formations 2016 : économies d'énergie et écomobilité

II-6- Indicateurs

Plusieurs indicateurs seront renseignés par l'Association pour permettre une évaluation optimale du niveau de réalisation et d'efficacité des missions décrites ci-dessus. Ces indicateurs sont listés en annexe de la présente convention.

Afin d'alimenter le suivi de ces indicateurs, l'Association mettra en place et réactualisera régulièrement des « tableaux de bord », selon les modalités qui lui conviendront, ou en concertation avec la Ville. Ces tableaux de bord pourront être présentés notamment dans le cadre des réunions de la commission mixte visée à l'article V-2.

ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

III-1- Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois de Novembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Ville.

III-2- Production de documents et de justificatifs comptables pour le contrôle administratif et financier

L'Association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Le rapport d'activité
- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

- d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ;
 - d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet ;
 - d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet
- *De plus, en cas de subvention d'investissement, il convient de produire les factures et les notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.*

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

III-3- Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

III-4- Engagement de l'association en termes de communication sur la participation de la Ville

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Ville et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Ville.

Aucune autre subvention ne sera versée par la Ville pour les coûts relatifs à cette communication.

III-5- Autres engagements

L'Association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.

- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

- Communiquer à la Ville les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.

- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la ville de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.

- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE IV-MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE

La commune s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions décrites à l'article II, liées à l'objet de l'Association.

IV-1- Subvention

a) Détermination du montant

Le montant de ce concours financier est fixé, pour l'année 2016, à **60 000 € (soixante mille**

euros), à titre de subvention de fonctionnement.

b) Modalités de versement

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un premier versement de 24 000 € soit 40 % du montant total de la subvention correspondant à une avance sur subvention a été versé dans le cadre d'un avenant à la convention pluriannuelle 2014-2016, en exécution de la DCM 2016.115 du 29.03.2016.
- un deuxième acompte de 30 % du montant global de la subvention soit 18 000 € sera versé à l'issue du premier semestre, après réception par la Commune d'un rapport d'activités intermédiaire ;
- le solde du concours financier (soit 18 000 € et 30% du montant global) sera versé dans le courant du 2ème semestre de l'année, après contrôle administratif et financier effectué par la Commune, et production des comptes, compte-rendu financier et rapport d'activités, définis ci-dessus.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

IV-2- Mise à disposition de locaux

Un prêt de locaux a été consenti par la Commune à l'Association pour y installer son siège, y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires.

Les locaux attribués sont situés au Domaine du Grand Saint-Jean, 4855 Chemin du Grand Saint-Jean, 13 540 PUYRICARD. Ils représentent (bâtiment central) une surface de 400 m² et une valeur locative de **28.357 €**(vingt huit mille trois cent cinquante-sept euros). La Bergerie du grand saint jean également mise à disposition de l'association représente une surface intérieure de 335 m² et extérieure d'environ 800 m² et une valeur locative de **10 050 € (dix mille cinquante euros)** Ces valeurs locatives, ainsi que le montant des charges assumées par l'Association, devront figurer dans les comptes de l'Association.

Des arrêtés de mise à disposition à titre gracieux de ces derniers locaux ont été notifiés par la Ville. Le service compétent est le service Gestion des Propriétés Communales de la Ville.

ARTICLE V- EVALUATION

V-1- Contrôle qualitatif et quantitatif

L'Association s'engage à fournir, avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions .

La Ville procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article II et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local, conformément à l' [article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales](#).

La Ville pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, et diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

V-2- Commission mixte

Une commission mixte, composée d'un représentant élu de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration se réunira au moins une fois par an.

Cette commission aura pour rôle de contrôler la bonne exécution de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification. Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au **31 décembre 2016 inclus**, sans possibilité de reconduction.

ARTICLE VII - AVENANT

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui en indiquera l'objet et en déterminera le montant ainsi que les modalités de versement. En cas de modification du montant initial de la subvention (montant figurant dans la convention), l'avenant précisera l'ajustement des objectifs fixés la convention.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, par avenant, et moyennant accord préalable des deux parties. Cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

Article VIII– SANCTIONS ET RESILIATION

VIII-1- Reversements et /ou indemnités

En cas de non-exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

VIII-2- Résiliation de la convention.

La convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention

Article IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour la Ville d'Aix-en-Provence,
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI
ou, par délégation et en vertu de l'arrêté 2016-61
du 16 janvier 2016
L'élu délégué, M. Jules SUSINI

Pour l'Association
Le Président

Hervé DOMENACH

ANNEXE : LISTE DES INDICATEURS

Type d'action		Indicateurs
Réf.	désignation	
II-1	Stages Nature	Nombre de stages organisés Nombre total d'enfants ayant participé Niveau de satisfaction (suite questionnaire)
II-1	Manifestations sur le site du Grand Saint Jean	Nombre de manifestations
II-2	Accompagnement d'actions éducatives	Nombre de structures accompagnées Nombre de classes ayant participé Niveau de satisfaction (suite questionnaire)
II-2	Actions d'informations tous publics	Nombre d'interventions effectuées Nombre total de personnes ayant participé
II-2	Participation à des manifestations sur le territoire aixois	Nombre de manifestations
II-2 II-4	Accompagnement de projets (y.c. jardins partagés)	Nombre de structures accompagnées Nombre de projets accompagnés Nombre de projets effectivement réalisés Niveau d'avancement moyen global des projets
II-3	Fonctionnement général de l'EIE	Nombre total de particuliers conseillés
II-4	Jardins	Nombre d'animations effectuées (ateliers/formations/visites)
II-5	Ateliers 'modes actifs en milieu urbain'	Nombre d'ateliers organisés Nombre de personnes ayant participé Niveau de satisfaction (suite questionnaire)
II-5	Actions de formation sensibilisation sur le thème de l'énergie et de la mobilité	Nombre d'actions Nombre de jours
II-5	Supports d'information	Nombre de supports créés